

Economie et politique

Autres sophismes de la globaphobie

L'ouverture internationale laisse aux gouvernements nationaux toute latitude en matière de choix de société, mais elle leur impose de gérer efficacement les politiques qu'ils adoptent.

par Jean-Jacques Rosa

Plusieurs lecteurs m'ont fait remarquer, à propos de mon article de la semaine dernière, que les fusions-acquisitions qui découlent selon eux de l'ouverture internationale des marchés, ceux des biens et services comme ceux des capitaux - la mondialisation en d'autres termes - sont responsables de licenciements et créatrices de chômage. L'exigence de rentabilité accrue de la part des actionnaires jointe à la concurrence intense des pays moins développés ne laisserait plus aucun espace de survie à bon nombre d'entreprises françaises. Il faudrait impérativement échapper à ce piège qui nous conduit à renoncer à toute politique sociale en nous alignant par force sur le "moins disant social" de nos concurrents. Les faibles salaires asiatiques et le travail des enfants mettraient en péril les acquis de la sécurité sociale des pays riches tout en détruisant nos emplois. La mondialisation économique priverait en réalité la nation de toute souveraineté politique. Prenons ces arguments dans l'ordre.

Chômage politique

Soulignons tout d'abord que les opérations de fusion concernent plus souvent des entreprises de même nationalité que des entreprises de pays différents. Admettons cependant qu'elles soient imposées à nos entreprises par l'exigence de rentabilité d'actionnaires qui peuvent à tout moment aller s'investir ailleurs dans le monde. Il est clair également que ces opérations visent à réduire les coûts de production des entreprises concernées, ce qui se traduit à la fois par la revente de certaines filiales (jugées moins rentables au sein du nouveau groupe) et par des licenciements qui correspondent soit à ces réductions d'activité, soit à la suppression de double emplois au sein de la nouvelle entreprise. L'objectif de la restructuration est bien de réduire les coûts des entreprises fusionnées en conservant le chiffre d'affaires antérieur.

Mais les licenciements ne créent pas nécessairement le chômage. Dans une économie en croissance soutenue les personnes licenciées retrouvent très rapidement un emploi. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne connaissent aussi le phénomène des OPA et des restructurations, souvent plus intensément que l'Europe continentale, et pourtant leur taux de chômage n'a cessé de baisser de façon spectaculaire dans les dernières années pour atteindre son plus faible niveau depuis un demi-siècle. Et aucun de ces deux pays n'a eu recours à des politiques protectionnistes systématiques pour défendre l'emploi.

Le chômage européen et français résulte d'abord des mauvaises politiques macroéconomiques - monétaires, de change, fiscales - suivies depuis plus de quinze ans et non pas des fusions d'entreprises ou de l'ouverture internationale. En veut-on la preuve ? L'ouverture de notre économie était tout aussi grande en 1995-1996 qu'aujourd'hui, ce qui n'a pas empêché le chômage de baisser sous l'effet de la politique de déficits publics du gouvernement de l'époque. De même pour la période 1986-1988 pendant laquelle la reprise de la croissance a développé l'emploi. Et c'est également le cas en ce moment même: pour l'essentiel c'est la baisse de l'euro vis-à-vis du dollar qui explique l'amélioration de la conjoncture française et le reflux du chômage, n'en déplaise à ceux qui prétendent qu'une monnaie chère est favorable à la croissance et à l'emploi. Fort heureusement l'euro s'est révélé faible grâce principalement à la remontée du dollar.

Peut-on réellement croire que le change joue un rôle aussi décisif ? Le mécanisme est facile à comprendre. Imaginons que Renault ou Peugeot décident de baisser le prix de leurs véhicules de 10 % en l'espace de quelques semaines alors que les tarifs des concurrents resteraient inchangés. Les conséquences sur les ventes, et à terme sur la production, ne se feront pas attendre. Souvenons-nous des effets de la "Balladurette", manipulation artificielle des prix pourtant bien modeste et heureusement éphémère dans son principe. Les consommateurs réagissent aux variations de prix, et la variation du change détermine instantanément une variation identique du prix de toutes nos exportations sur les marchés internationaux. Ce qui n'est pas insignifiant dans une économie où l'exportation représente un tiers ou plus de l'activité productive.

Les restructurations d'entreprises ne créent pas de chômage durable dans une économie en forte croissance. Elles ne sont nocives que dans une économie anémique et bridée. C'est dire qu'un gouvernement indépendant dispose, s'il le souhaite, d'importantes marges de manœuvre de politique macroéconomique pour réduire le chômage tout en laissant les entreprises rechercher l'efficacité et la rentabilité.

La menace des plus pauvres

Mais qu'en est-il du dumping social ? Le commerce international et les libres mouvements de capitaux ne nous obligent-ils pas à réduire les salaires et les prestations sociales pour faire jeu égal avec les pays les plus pauvres où le travail n'est que très faiblement rémunéré ? Il n'en est rien. En premier lieu parce que les salaires font effectivement l'objet d'une comparaison et d'une compétition internationale, mais dans les deux sens. Les pays d'Asie qui ont bien réussi dans certains domaines d'exportation comme le Japon ou la Corée ont vu leur niveau de salaires s'élever très rapidement pour converger vers celui des pays d'Europe ou des Etats-Unis. Ce qui curieusement n'a pas fait taire pour autant les inquiétudes des protectionnistes européens.

Mais les prestations sociales ne sont-elles pas menacées ? Les cotisations qui servent à les financer, c'est-à-dire l'impôt sur le travail, ne constituent-elles pas un fardeau insupportable pour nos entreprises face à la concurrence des bas salaires ? Ce ne serait le cas que si les augmentations de cotisations se répercutaient nécessairement dans des réclamations d'augmentation des salaires. Cependant, si les salariés estiment que les services sociaux qu'ils "achètent" avec leurs cotisations sont suffisants pour justifier le coût supporté il n'y aura pas de revendication supplémentaire de salaires car leur niveau de vie aura été augmenté par les prestations additionnelles. Il s'agit alors d'un choix entre salaire direct disponible pour des achats privés et salaire indirect affecté à des prestations de santé et de sécurité. Si l'augmentation du salaire indirect compense la réduction du salaire direct aux yeux des salariés, le coût total du travail n'augmentera pas dans les pays qui choisissent d'accroître la protection sociale. Il ne sera donc pas supérieur de ce simple fait à celui d'autres pays pratiquant des politiques sociales plus restrictives.

Le problème apparaît véritablement lorsque le salarié estime que les prestations perçues ne sont pas à la hauteur du prix payé. Cela veut dire que le système de sécurité sociale est jugé inefficace. Ou encore qu'il ne correspond pas au partage souhaité entre prestations maladie et retraites et salaire directement disponible. Le problème est celui de l'efficacité du système de sécurité sociale et du niveau de couverture demandé par les salariés et non pas celui d'une concurrence internationale qui nous obligerait, contre notre volonté, à diminuer les soins ou les retraites.

Il y a de bonnes raisons de penser que la politique de protection sociale doit être repensée aujourd'hui en France, parce qu'elle a été conçue il y a cinquante ans et ne correspond plus aux normes d'efficacité modernes ni aux attentes des jeunes salariés. Mais ce sont des raisons intérieures qui poussent à la réforme et non pas les nécessités d'airain de la concurrence

internationale, bouc émissaire trop commode.

Infrastructures publiques et écologie

De même pour les autres domaines de l'intervention publique. Un gouvernement national peut décider de pratiquer une politique d'investissement en infrastructures ou de lutte contre la pollution sans pour autant compromettre l'avenir économique du pays. Une France poubelle, dans laquelle l'environnement ne serait pas protégé, où les campagnes seraient désertées, et les activités traditionnelles totalement abandonnées, n'offrirait certainement que peu d'attraits pour les touristes et verrait ainsi une source importante de ses revenus menacée de disparition. Il est certain aussi que les entreprises les plus polluantes préfèrent s'installer dans les pays où la pollution est la moins réglementée ou la moins taxée. Par contre les entreprises "propres" vont apprécier un environnement mieux préservé. Et beaucoup d'investisseurs préféreront situer leur activité de production dans des pays où les impôts sont élevés mais les infrastructures de bonne qualité. S'il n'en était pas ainsi toutes les entreprises européennes auraient déjà émigré au Zaïre, en Thaïlande ou au Sri Lanka et il n'y aurait plus d'activité économique à Paris, la capitale étant massivement désertée au profit du Luxembourg ou de l'Irlande.

Il est donc fondamentalement inexact d'affirmer que tout choix de politique publique se traduisant par des prélèvements d'impôts compromet inexorablement la croissance économique. Il n'est pas vrai que la concurrence internationale nous impose un modèle de société où le gouvernement soit réduit à son rôle minimal, la protection sociale inexistante, les salaires laminés et l'environnement dégradé.

Par contre il est incontestable que tout gouvernement national est désormais soumis à la concurrence d'autres pays et d'autres gouvernements. Et les recettes publiques peuvent être utilisées de façon efficace mais peuvent également être gaspillées. Les Etats sont donc soumis, comme les entreprises, à l'impératif d'efficacité dans la gestion. Ce qui ne supprime nullement les choix de politique économique et sociale. Personne ne soutiendrait qu'une entreprise n'ait qu'une seule stratégie possible à un instant donné du simple fait de la concurrence. Il est tout aussi fallacieux de soutenir qu'il ne puisse y avoir qu'une seule politique publique concevable dans tous les pays du monde. Mais par contre, ces politiques une fois choisies doivent être gérées avec rigueur et efficacité.

Il n'y a pas de dictature des marchés et de la globalisation. Les gouvernements doivent continuer à faire leur métier qui consiste à proposer des politiques publiques qui donnent satisfaction aux électeurs. Mais il se pourrait bien que les politiques d'avant-hier ne fassent plus l'affaire et que les citoyens-contribuables expriment aujourd'hui de nouvelles attentes.

JJR

Le Figaro, 1er octobre 1999